

La chute des prix du pétrole déstabilise de nombreux pays exportateurs

- Iran, Russie, Venezuela, Nigeria sont très dépendants du pétrole pour leurs recettes en devises et fiscales.
- Les perspectives de croissance sont aussi affaiblies, certains pays risquant un désastre financier.

MATIÈRES PREMIÈRES

Yves Bourdillon
ybourdillon@lesechos.fr
Michel De Grandi
mgrandi@lesechos.fr

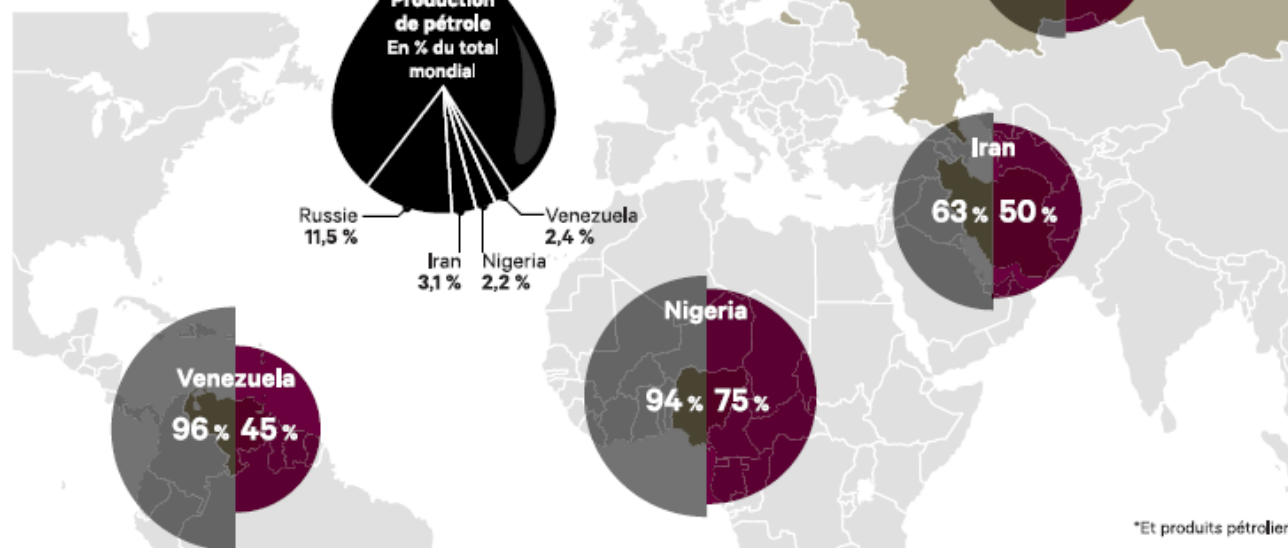
« Le temps où le baril valait 100 dollars est définitivement révolu », lançait, voici quelques jours, sur un ton mi-provocateur, mi-résigné le prince Al Walid ben Talal, d'Arabie saoudite. Pour bon nombre d'analystes, la tendance aujourd'hui se dessine pour un baril autour de 30 à 40 dollars. Hier, le Brent à Londres cotait 46,50 dollars. Contre encore 110 dollars l'été dernier !

Même si elle a pris tous les opérateurs de court tant par son ampleur que par la rapidité de baisse des cours, la chute du pétrole ne met pas les pays sur un pied d'égalité. Elle donne de l'oxygène aux importateurs (Chine, Corée du Sud) qui voient leur facture énergétique allégée, même si dans certains cas et notamment pour les pays occidentaux, cette baisse accentue les pressions déflationnistes. En revanche, les exportateurs jettent un tout autre regard sur cette situation inattendue. La plupart ont besoin d'un baril au-dessus de 100 dollars pour équilibrer leur budget. A 40 dollars, c'est un effondrement de la valeur de leur devise, voire la banqueroute qui menace... Il y a ceux qui, comme l'Arabie saoudite, le Koweït ou les Emirats arabes unis, malgré leur dépendance envers l'or noir, ne sont pas particulièrement menacés. Et pour cause : leurs réserves pétrolières et financières sont gigantesques, leur endettement nul et les actifs qu'ils possèdent à l'étranger leur per-

Quatre pays dépendants du pétrole

Part des exportations de pétrole* dans les exportations totales de chaque pays, en 2013

Part du pétrole dans les recettes du gouvernement (estimations)



« LES ÉCHOS » / SOURCES : ENERGY INFORMATION ADMINISTRATION, OPEP, BLOOMBERG, « LES ÉCHOS »

46,50

DOLLARS

C'est la cote du Brent hier à Londres, contre encore 110 dollars l'été dernier.

mettent largement d'amortir le choc. Seul bémol, à ce niveau de prix les monarchies pétrolières vivent largement au-dessus de leurs moyens. Elles ont les capacités de résister pendant plusieurs années, mais pas indéfiniment.

Face à la chute accélérée du baril, une autre catégorie de pays, plus fragiles, a très vite minimisé l'impact budgétaire de cette baisse. « Ils ont laissé filer le cours de leur monnaie », explique Christian Déséglise, directeur d'HSBC. C'est le cas bien sûr de la

Russie dont le rouble a cédé près de 35 % de sa valeur entre le 27 novembre et le 15 décembre et qui est encore sous pression aujourd'hui, avec un recul de 5 % ces deux derniers jours. Une chute à double tranchant, car si elle permet de maintenir les ressources budgétaires de Moscou, elle étrangle les entreprises et ménages russes souvent endettés en devises. C'est le cas également de la Colombie, qui tire plus de 10 % de ses exportations du pétrole, et du Mexique. Ceux en revanche qui se

sont refusés à dévaluer, comme la Malaisie ou le Nigeria, sont confrontés aujourd'hui à de réels problèmes.

Une action concertée

D'autres enfin flirtent, comme le Venezuela, avec le défaut de paiement. Fort des principales réserves mondiales d'or noir grâce à son pétrole non conventionnel, Caracas a dilapidé sa rente et est aujourd'hui au bord du précipice. L'Iran se trouve dans une situation intermédiaire, puisqu'il a besoin d'un pétrole

Le gaz algérien fragilisé

Avec 98 % de ses recettes d'exportations issues du pétrole et du gaz, Alger se trouve également fragilisé. La baisse du prix du baril en 2014 a un impact à la fois sur les livraisons à l'étranger de pétrole comme sur celles de gaz et sur les finances publiques. Le budget, pourtant à l'équilibre en 2013 devait terminer l'exercice 2014 en léger déficit (1,3 % du PIB) à la différence du solde courant en léger excédent (0,5 % du PIB). L'enjeu pour Alger aujourd'hui est de réduire sa vulnérabilité aux hydrocarbures tout en prenant la mesure de la montée en puissance du gaz de schiste domaine où Alger va investir.

trois fois plus cher pour équilibrer ses comptes mais dispose d'abondantes réserves financières. Ce qui n'empêche pas le président iranien Hassan Rohani de dénoncer le « complot » de la baisse des cours du pétrole, avertissant que l'Arabie saoudite « le regrettera ». Comme l'Iran, Russes et Vénézuéliens sont enclins à croire que la chute du pétrole résulte d'une action concertée. Même si elle est surtout provoquée par un déséquilibre de l'offre et de la demande et de la volonté de l'Arabie saoudite de protéger ses parts de marché à tout prix, il faut reconnaître qu'en affaiblissant Téhéran, Caracas et Moscou, elle est une aubaine géostratégique pour Washington et Riyad. ■



Shutterstock

La Russie obligée de tailler dans ses dépenses

Une récession de 6,2 % en 2015 ! Telle est la redoutable prédiction publiée avant-hier par Oxford Economics pour la Russie en raison des sanctions occidentales et surtout de la chute des cours du pétrole. Deux jours auparavant, l'agence Fitch avait dégradé une nouvelle fois la note souveraine russe, à BBB -, contre BBB, avec perspective négative. Un peu au-dessus de la catégorie « dette spéculative ». Fitch soulignait que la situation économique s'était « considérablement dégradée ces six derniers mois » et que la croissance ne reviendrait sans doute pas avant 2017. La chute de l'or noir est en effet redoutable pour un pays qui, malgré des années d'efforts pas toujours cohérents en faveur d'une diversification, tire du pétrole un bon tiers de ses recettes en devises et près de la moitié de ses ressources budgétaires. Un baril à 40 dollars pourrait susciter un déficit de sa balance commerciale, inédit au XXI^e siècle. Certes, la Russie dispose d'atouts, un très faible endettement extérieur et public et des réserves mobilisables de 370 milliards de dollars pour sa banque centrale. Le gouvernement souligne aussi la capacité, avérée, de résilience du peuple russe. Mais German Gref, le patron de Sberbank, une des rares voix libérales en Russie, prédit une « crise majeure » du secteur bancaire si le cours reste au niveau actuel toute l'année. Le ministre des Finances, Anton Siluanov, se prépare à un baril à 50 dollars en moyenne en 2015. Il a annoncé hier à Moscou un projet de baisse des dépenses de 10 % dans un budget 2015 rectificatif, sauf pour la défense. — **Y. B.**



Shutterstock

L'Iran en situation délicate

Engagé dans des négociations ardues avec les Occidentaux sur son programme nucléaire controversé, l'Iran se serait bien passé de voir sa position affaiblie par la chute des cours du pétrole. Celle-ci frappe durement un pays qui n'exporte que des hydrocarbures, hormis quelques pistaches et tapis. Et 75 % des recettes budgétaires de Téhéran proviennent des taxes sur le gaz et le pétrole. Le « break even price », celui en dessous duquel le budget de Téhéran plonge dans le rouge, est évalué par le Fonds monétaire international à 131 dollars. « Cela a obligé l'Iran à adopter un projet de budget très austère » pour mars 2015 à février 2016, souligne Fereydoun Khavand, spécialiste de l'Iran à l'université Descartes. Un projet comportant des coupes budgétaires généralisées et une revalorisation des salaires de fonctionnaires de 17 % alors que l'inflation officielle dépasse 20 % (et 30 % en réalité). Mais ce projet est déjà dépassé, puisqu'il était fondé, début décembre, sur l'hypothèse d'un baril à 72 dollars le baril. Vingt-huit dollars au-dessus du cours actuel ! Mais le pays garde des atouts dans sa manche. Il dispose d'un fonds de réserve évalué à 62 milliards de dollars. Et jouit d'un regain de dynamisme, grâce à une ébauche de levée des sanctions occidentales suite à un accord intérimaire sur le nucléaire, l'autorisant à exporter 1 million de barils par jour. Washington a annoncé mardi un prolongement pour six mois de cet allègement. S'il a des intérêts contraires à Washington sur le plan pétrolier, Téhéran peut aussi jouer de son rôle utile dans la guerre à l'Etat islamique en Irak et Syrie. — **Y. B.**



Andrew Esteban/Panceo-82A

Le Nigeria, un géant africain fragilisé

En théorie, le Nigeria pourrait ne pas être considérablement affecté par la chute des cours du pétrole. L'or noir ne représente que 20 % de son PIB. Mais les autres secteurs d'activité, où domine souvent l'économie grise, contribuent très peu aux exportations et à la collecte fiscale de Lagos. Le pétrole fournit donc 90 % des ressources en devises et 75 % de celles du budget. Le Nigeria est d'autant plus déstabilisé par la nouvelle donne énergétique que son pétrole est particulièrement pénalisé par la concurrence du pétrole de schiste américain, lui aussi pauvre en soufre. Le Nigeria est d'ailleurs le premier fournisseur des Etats-Unis l'an dernier à avoir été évincé de ce marché clef. Conséquence d'un début de défiance pour la santé économique du pays, la monnaie nationale, le naira, a été très chahutée fin 2014, avant de se reprendre récemment. Ce qui a alimenté une inflation sur les produits alimentaires importés et obligé la banque centrale à gaspiller une part de ses réserves dans la défense de la monnaie. Elle a relevé les taux d'intérêt à l'automne dernier, à 13 %, pour la première fois depuis trois ans. Alors que se profile une élection présidentielle tendue, le 14 février prochain, Lagos a dû annoncer une révision de ses prévisions budgétaires et de croissance. Le budget avait été élaboré sur l'hypothèse d'un baril à 70 dollars et la croissance, qui dépassait 7 % en 2014, a été ramenée à 5,5 % en 2015. C'était il y six semaines. Depuis lors, le baril a encore perdu 18 dollars. — **Y. B.**



Shutterstock

Le Venezuela au bord du défaut de paiement

Jamais Caracas n'a connu de fins de mois aussi difficiles. Le premier pays pétrolier par les réserves, qui a besoin de quelque 20 milliards de dollars pour 2015, ne peut même plus réellement compter sur ses amis. La Chine à laquelle le président Nicolas Maduro vient de rendre visite lui a alloué quelque 42 milliards de dollars au cours des dernières années et a été pour l'instant remboursée avec du pétrole à hauteur de la moitié de ses engagements. Cette fois, elle n'a promis que des investissements, pas de ligne de crédit nouvelle. Quant aux pays producteurs de pétrole démarchés par Maduro, ils ne veulent pas entendre parler d'un sommet extraordinaire de l'Opep, ni d'une coordination accrue sur les prix. Résultat, les comptes du Venezuela, qui avait construit son budget avec une hypothèse de prix du baril de 100 dollars, sont dans le rouge vif. A moins d'un accord de dernière minute avec des nouveaux créditeurs comme le Qatar, le pays est au bord du défaut de paiement. Si cette situation devait se concrétiser, « les risques de contagion sont minimes », estime néanmoins Christian Deseglise d'HSBC. Dépassé par cette situation, le pays vient de se faire dégrader par Moody's à Caa3. Cet abaissement fait suite à ceux de Fitch Ratings (à CCC) et de Standard & Poor's (à CCC +). Mais au-delà, il s'ajoute surtout à cette situation un climat social explosif. Avec une inflation de plus de 60 % et des pénuries criantes de denrées alimentaires que le pays ne peut plus importer, la colère de la rue menace d'éclater à tout moment. — **M. G.**